

# La dette publique enrichit les riches

## Qui prête à l'État ?

Les banques – les assurances – les fonds d'investissement (qui gèrent l'épargne d'une collectivité de personnes)  
Les particuliers ne peuvent plus acheter des titres de dette en direct, mais par l'intermédiaire des assurances-vie, SICAV, FCP.

Pour acheter des titres, il faut bien sûr être en mesure d'épargner.

Selon l'Observatoire des inégalités (2011) :

les 20% des ménages les plus pauvres épargnent 7% de leurs revenus

les 20% des ménages les plus riches épargnent 28% de leurs revenus

Les classes moyennes détiennent de la dette (par le biais des assurances-vie, mais comme le taux d'épargne augmente à mesure que le revenu augmente, les plus aisés sont davantage détenteurs de la dette publique

Remarque : les ultra riches peuvent se permettre une prise de risque, ils ont des portefeuilles plus diversifiés (actions)

Aux États-Unis, la moitié de la dette publique américaine est détenue par les 1% les plus riches

## Comment l'État se finance ?

Deux possibilités :

par les prélèvements obligatoires (cotisations sociales, impôts) / par l'emprunt

avec prélèvement obligatoire: Chacun.e est mis à contribution / avec l'emprunt : les plus fortunés sont rémunérés pour leur contribution

avec prélèvements obligatoires : cela « coûte » à tout le monde / avec l'emprunt : cela rapporte des revenus aux plus riches

Il s'agit donc d'un choix politique : emprunter aux plus riches plutôt que les taxer.

Les choix décidés ces dernières années ont conduit à réduire la progressivité du système fiscal, et à supprimer certains impôts touchant les classes sociales les plus favorisées (ISF) – donc à privilégier le recours à l'emprunt. **Ce faisant, depuis une vingtaine d'années notamment, les gouvernements ont baissé l'imposition des plus riches (baisse des taux les plus élevés du barème progressif de l'impôt sur le revenu, suppression d' ISF et mise en place du prélèvement forfaitaire unique, un impôt à taux proportionnel sur les revenus financiers et les plus-values sur cessions de titres), lesquels étaient par ailleurs continuellement rémunérés par les taux d'intérêt.**